



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

Dix-neuvième session

Accra (Ghana), 1-4 février 2011

SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES ALIMENTS, PARTICIPATION DES CONSUMMATEURS À L'ÉTABLISSEMENT DE NORMES ET UTILISATION DES NORMES CODEX AU NIVEAU NATIONAL

Réponses du Bénin, du Mali, de la Mauritanie, des Seychelles et de la Zambie à la lettre circulaire
CL 2010/45-AFRICA

1. SYSTÈMES NATIONAUX DE CONTRÔLE DES ALIMENTS

i) La structure et l'organisation des services officiels chargés du contrôle des aliments ont-elles été modifiées depuis la dix-huitième session du CCAFRICA?

BÉNIN

Non, cependant il y a une réforme en cours dans le secteur agricole avec le Plan Stratégique du Secteur Agricole. Dans ce plan, un grand laboratoire des aliments est construit et équipé et le personnel est recruté. Aussi, ce plan a prévu la création de l'Agence béninoise de sécurité sanitaire des aliments qui s'occupera du contrôle des aliments. Les structures actuelles de contrôle vont perdre leur attribution au profit de cette agence.

MALI

Non

MAURITANIE

Non

SEYCHELLES

Non, le Département de la santé publique au sein du Ministère de la santé est encore responsable du contrôle des aliments. Le Bureau des normes des Seychelles (SBS) contribue également à la sécurité sanitaire des aliments en ce qui concerne les laboratoires d'analyse des aliments et ses services d'inspection du poisson.

ZAMBIE

Meilleure coordination des activités par les autorités.

ii) La législation et la réglementation relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, y compris concernant les importations et les exportations, ont-elles été modifiées depuis la dix-huitième session du CCAFRICA?

BÉNIN

Non, mais des réformes sont en cours.

MALI

Non

MAURITANIE

Oui, le pays vient d'adopter un code d'hygiène qui régleme la qualité des denrées alimentaires et l'hygiène.

SEYCHELLES

Oui, les Seychelles sont en passe d'accéder à l'OMC, plusieurs lois portant sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments font l'objet d'un examen aux fins de mise en conformité avec les mesures SPS de l'OMC. Une réforme juridique est en cours concernant la loi sur la santé publique, la loi sur les aliments, la loi sur les pesticides, la loi relative au Bureau des normes des Seychelles, la loi sur les produits de la pêche et divers règlements y afférents.

ZAMBIE

Une révision de la loi sur la santé publique et de la loi sur les aliments et les médicaments est en cours.

iii) Des accords d'équivalence ou d'autres accords visant à faciliter le commerce international ont-ils été conclus depuis la dix-huitième session du CCAFRICA?

BÉNIN

Non

MALI

Non

SEYCHELLES

Oui, les Seychelles en tant que pays de l'Afrique orientale et australe, ont signé l'Accord de partenariat économique par intérim avec l'Union européenne en août 2009. Les Seychelles ont ouvert des pourparlers avec la Turquie pour un accord de libre-échange en novembre 2009.

iv) Des activités sont-elles organisées pour sensibiliser les consommateurs ou d'autres groupes à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments?

BÉNIN

Oui, mais ce n'est pas coordonné sur le plan national. Si une structure a un financement, elle organise les activités de sensibilisation.

MALI

- Dans le cadre de la sensibilisation de l'ensemble des acteurs de la sécurité sanitaire des aliments, le Service central de liaison du Codex pour le Mali a organisé la quatrième édition de la Sécurité sanitaire des aliments et la deuxième édition du Prix national de la sécurité sanitaire des aliments;
- Appui à l'organisation des campagnes de sensibilisation sur la Sécurité sanitaire des aliments des brigades d'hygiène du Réseau des associations de consommateurs du Mali (Réseau MASSA);
- Organisation des séminaires et ateliers à travers tout le pays sur la politique nationale de sécurité sanitaire des aliments;
- Sensibilisation des décideurs, opérateurs économiques et consommateurs sur la sécurité sanitaire des aliments.
- Session de formation sur les BPH/BPF – HACCP des acteurs du secteur agroalimentaire.

SEYCHELLES

Le Département de la santé publique a organisé diverses activités, principalement des séminaires et des réunions. Les médias nationaux tels que radio, journaux et télévision sont utilisés à des fins de sensibilisation.

ZAMBIE

Des programmes de sensibilisation à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments sont organisés par les instances publiques avec la collaboration du secteur privé.

vi) a) Avez-vous des exemples d'expériences réussies dont vous souhaiteriez faire part?

MALI

- Mise en réseau des associations des consommateurs œuvrant dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments;

- Organisation de la Semaine nationale de la sécurité sanitaire des aliments;
- Organisation du Prix national de la sécurité sanitaire des aliments;
- Accompagnement des entreprises agroalimentaires dans la maîtrise des BPH/BPF

vi) b) Avez-vous relevé des problèmes dans le système national de contrôle des aliments? (Élaboration et mise en œuvre de la législation et de la réglementation nationales, structure et fonctionnement des services d'inspection et des services de certification, de laboratoire, d'accréditation, etc.)

BÉNIN

Beaucoup de problèmes ont été relevés dans le système national de contrôle. Mais ces problèmes sont en train d'être corrigés avec l'appui de l'Office alimentaire et vétérinaire de l'Union européenne et la coopération technique belge.

MALI

Sur le plan institutionnel, le Mali dispose d'un arsenal de textes juridiques et réglementaires en matière de normalisation, d'inspection et de certification des denrées alimentaires.

Cependant, les activités de normalisation, d'inspection et de certification des denrées alimentaires à l'importation, exportation qu'à l'intérieur du pays ne sont pas convenablement assurées à cause des insuffisances et contraintes qui sont:

- La non-conformité des textes législatifs et réglementaires aux principes de l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS);
- Les textes législatifs d'application obligatoires sont incomplets, manquent souvent, les décrets ou les Arrêtés fixant des dispositions pratiques de leur application;
- Le chevauchement des missions des services officiels d'inspection et de certification;
- L'inexistence de textes portant l'information des consommateurs sur la sécurité sanitaire des aliments;
- Le manque de laboratoires accrédités de contrôle des denrées alimentaires;
- L'insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières des services d'inspection et de certification;
- L'insuffisance de formation des inspecteurs sur l'évaluation des risques et la nouvelle approche du contrôle des denrées alimentaires;
- Insuffisance de sensibilisation et d'accompagnement des industriels dans l'application des textes législatifs et réglementaires.

MAURITANIE

Oui, suite à l'adoption de la loi de code d'hygiène. Les laboratoires de contrôle de la qualité des denrées alimentaires doivent se préparer en conséquence.

SEYCHELLES

Besoin:

- de revoir la législation, notamment la loi sur la santé publique, la loi sur les aliments, la loi relative au Bureau des normes des Seychelles (SBS), la loi sur l'exportation de poisson et les règlements y afférents.
- d'établir un système efficace de contrôle des aliments et d'élaborer un programme pour faire face aux situations d'urgence (alerte alimentaire, agents pathogènes d'origine alimentaire, etc.)
- d'équipements supplémentaires pour les laboratoires d'analyse des aliments
- de personnel compétent supplémentaire
- d'équipements supplémentaires pour les laboratoires
- de moderniser l'infrastructure des laboratoires

- d'une assistance pour mettre en place un Comité national du Codex officiel.

ZAMBIE

Les laboratoires d'analyse des aliments doivent être accrédités. Le processus a démarré dans plusieurs laboratoires nationaux.

vii) Les problèmes signalés au point vi) ci-dessus appellent-ils un renforcement des capacités ou un effort de formation?

BÉNIN

Oui, l'Union européenne et la Belgique sont en train d'appuyer le Bénin dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments. D'autres sources d'appui sont en train d'être recherchées.

MALI

- Assurer la relecture des textes législatifs et réglementaires conformément aux principes de l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS);
- Assurer l'élaboration des décrets et ou arrêtés d'application des textes législatifs d'application obligatoires;
- Assurer la relecture des textes sur le contrôle des denrées alimentaires conformément au Règlement 07/2007/CM/UEMOA;
- Elaborer des textes portant l'information des consommateurs sur la sécurité sanitaire des aliments;
- Appuyer l'accréditation des laboratoires de contrôle des denrées alimentaires;
- Renforcer la capacité des services d'inspection et de certification;
- Assurer la sensibilisation et l'accompagnement des industriels dans l'application des textes législatifs et réglementaires.

MAURITANIE

Les décrets d'application de la loi du code d'hygiène demande un appui au fonctionnement et mise aux normes des laboratoires spécialisés en chimie et microbiologie des aliments afin de faire face à la demande conformément à la réglementation en vigueur. Par conséquent une formation des techniciens de ces laboratoires est indispensable plus une assistance technique sur place par un personnel expérimenté.

SEYCHELLES

Le Département du commerce du Ministère des finances sollicite une assistance technique auprès de l'OMC et d'autres organismes donateurs (TradeCom, UE, etc.) dans le but de renforcer le système national de contrôle des aliments en termes d'équipement et de formation. Actuellement, un projet est exécuté dans le cadre du Programme ACP MTS qui a pour but d'aligner les lois et règlements nationaux sur l'Accord SPS de l'OMC et de renforcer les organes de réglementation locaux afin d'accélérer l'adhésion des Seychelles à l'OMC. Ce programme aidera tous les organismes nationaux s'intéressant à la sécurité sanitaire des aliments comme l'Unité de santé publique, l'Unité de contrôle des aliments, l'Unité de l'inspection et du contrôle de la qualité du poisson, les laboratoires d'analyse des aliments du Bureau des normes des Seychelles.

L'Unité de l'inspection et du contrôle de la qualité du poisson qui est l'autorité compétente pour l'exportation du poisson a bénéficié à plusieurs reprises des services de consultants dans le cadre du renforcement du Projet concernant les produits de la pêche. Il s'agit notamment de consultations sur la norme ISO 17020 pour aider l'Unité en ce qui concerne le processus d'accréditation, la formulation d'une législation couvrant la fabrication de produits biologiques tels que la farine de poisson et l'huile de poisson ainsi que des consultations sur l'appui aux laboratoires pour leur accréditation.

Le Bureau des normes des Seychelles qui est le laboratoire d'essais officiel pour le poisson et les produits de la pêche exportés vers l'UE va demander l'accréditation pour la norme ISO 17025. Une évaluation initiale a été effectuée. Le Bureau a reçu un nouveau spectrophotomètre d'absorption atomique et l'appareillage HPLC au titre du Programme de renforcement du projet concernant les produits de la pêche. Une assistance technique a aussi été obtenue en vertu de l'Accord de partenariat de pêche avec l'UE.

ZAMBIE

- Sécurité sanitaire des aliments/formation à l'hygiène alimentaire pour les PME;
- Renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène alimentaire pour l'inspecteur afin d'assurer une application effective des lois et règlements;
- Ressources insuffisantes pour dispenser une formation aux PME et les sensibiliser.

2. PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS

i) Des groupes de consommateurs participent-ils à l'élaboration des normes alimentaires aux niveaux national ou international? (actualiser l'information depuis la dix-huitième session du CCAFRICA)

BÉNIN

Des groupes d'associations de consommateurs participent aux réunions du Comité national du Codex Alimentarius

MALI

Les associations des consommateurs sont représentées au niveau de tous les organes du système national de Sécurité Sanitaire des Aliments:

- Conseil National de sécurité Sanitaire des Aliments;
- Comité National et Sous- Comités du Codex;
- Conseil National de Normalisation et de Contrôle de Qualité et Comités Techniques de Normalisation.
- Conseil d'Administration de l'ANSSA;
- Commission Nationale d'Autorisation de Mise sur le Marché des Denrées Alimentaires des aliments pour Animaux et des Additifs Alimentaires

Au niveau du Conseil National de Normalisation et de Contrôle de Qualité et Comités Techniques de Normalisation, ils participent à l'élaboration des normes nationales

Au niveau du Comité National et Sous- Comités du Codex ils participent à la formulation des positions nationales pour les sessions des Comités du Codex.

MAURITANIE

Suite à l'expérience des autres pays, la Mauritanie peut développer ce volet.

SEYCHELLES

Oui, des représentants du Forum des consommateurs (ONG) et de l'Unité pour la protection des consommateurs (Gouvernement) sont membres du comité technique du SBS pour les normes alimentaires.

ZAMBIE

Au niveau national, ils sont toujours invités à participer au processus d'élaboration des normes.

ii) Quelles activités ont été mises en œuvre depuis la dix-huitième session du CCAFRICA pour renforcer la participation des consommateurs à l'élaboration des normes alimentaires?

BÉNIN

Aucune activité

MALI

- Appui à la mise en œuvre des activités du Réseau d'associations de consommateurs en sécurité sanitaire des aliments (Réseau MASSA);
- Mise à disposition des associations du Réseau MASSA au niveau du Service Central de Liaison d'un ordinateur avec connexion Internet;

Appui à projet de renforcement de capacités des associations des consommateurs.

MAURITANIE

Néant

SEYCHELLES

Des membres des deux organisations de consommateurs ont participé à un séminaire d'une demi-journée le 25 mai 2010 animé par un consultant, M. Folke Hermansson Snickars (expert en normalisation), dans le cadre du projet SADC/UE. Ce séminaire avait pour objectif de sensibiliser à la nouvelle approche du SBS et à la nécessité de faire participer activement les organisations de consommateurs à l'élaboration de normes nationales.

ZAMBIE

Les groupes de consommateurs participent aux célébrations de la Journée mondiale des normes qui a été l'occasion de remercier les experts pour leur contribution à l'élaboration de normes. Les consommateurs peuvent aussi faire des exposés ou prendre part aux forums de discussion.

iii) Avez-vous relevé des problèmes en ce qui concerne la participation des consommateurs à l'élaboration de normes alimentaires aux niveaux national, régional ou international et aux activités liées au Codex?

BÉNIN

Oui

MALI

Insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières des associations de consommateurs.

MAURITANIE

Je crois que les associations des consommateurs ont besoin de formation sur leur rôle dans l'élaboration des normes et même les départements concernés.

SEYCHELLES

Néant

ZAMBIE

Très peu d'experts participent à l'élaboration des normes.

iv) Les problèmes signalés au point iii) ci-dessus appellent-ils un renforcement des capacités ou un effort de formation (précisez).

BÉNIN

Oui, les consommateurs ont besoin d'être informés; sensibilisés.

MALI

- Assurer la formation des associations de consommateurs sur la sécurité sanitaire des aliments et sur le Codex;
- Assurer la dotation des associations de consommateurs en outils informatiques;
- Appuyer la participation des associations de consommateurs aux activités du Codex.

MAURITANIE

Je crois que la formation, l'assistance et l'appui continu sont essentiels pour la mise en place des normes alimentaires au niveau national.

ZAMBIE

Des réunions de sensibilisation sont organisées avec les parties prenantes.

3. UTILISATION DES NORMES DU CODEX ET DES TEXTES APPARENTÉS AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

i) Les normes du Codex et les textes apparentés sont-ils utilisés aux niveaux national et régional?

BÉNIN

Oui, les directives, les codes d'usage et les normes codes sont utilisés. La réglementation béninoise a stipulé qu'en cas d'absence de normes nationales les normes codex sont appliquées.

MALI

Les normes du Codex et textes apparentés sont les normes de référence alimentaires au Mali. Le Service Central de Liaison du Codex pour le Mali apporte un appui technique au Secrétariat du Conseil National de la Normalisation, de la Certification et de la Promotion de la Qualité et aux autres services de la Sécurité Sanitaire des Aliments dans l'élaboration et ou la révision des normes et textes législatifs alimentaires conformément aux normes du Codex. Les normes du Codex et textes apparentés sont des normes de référence pour les services contrôle et certain laboratoires.

Des actions sont en cours au niveau sous-régional pour l'harmonisation des normes communautaires aux normes du Codex.

Mais des difficultés demeurent cependant quant à l'application des normes aux niveaux national et sous régional.

MAURITANIE

Les normes du Codex restent l'unique référence pour le technicien et le législateur mais avec un niveau qui reste faible.

SEYCHELLES

Oui, il est fait mention de l'utilisation des normes Codex dans la Loi et les règlements sur les aliments, ainsi que dans la réglementation des exportations de produits de la pêche. Le Bureau des normes des Seychelles a adopté diverses normes Codex comme normes nationales.

ZAMBIE

Les normes du Codex sont adoptées en totalité ou partiellement. Elles sont mentionnées dans les normes nationales et sont aussi utilisées pour la formation, par exemple, le Code d'hygiène alimentaire.

iii) Quelles sont les difficultés rencontrées dans l'utilisation ou l'application des normes du Codex et des textes apparentés aux niveaux national et régional?

MALI

- Organisationnel:
 - Faible niveau d'organisation des filières agro-alimentaires;
 - Faible niveau d'organisation des entreprises;
 - Multitude de petits producteurs;
 - Faible niveau d'organisation des Associations des Consommateurs
 - Faible niveau d'organisation des services techniques chargés de la normalisation et de la gestion des risques
 - Insuffisance de moyens pour le fonctionnement du Point focal.
- Technique:
 - faible capacité des laboratoires d'analyses et d'essais;
 - faible capacité des organismes de normalisation et d'inspection;
 - Manque de compétences techniques dans le domaine de la normalisation, de la législation, de l'inspection, de l'audit évaluation, de l'évaluation des risques, de la communication sur les risques, de la certification et de l'accréditation.

MAURITANIE

- Les moyens ne sont pas encore réunis pour cette utilisation comme il faut.
- Le non-fonctionnement du Comité national du Codex.
- Faible fonctionnement du point focal national du Codex.
- Absence de comités d'experts fonctionnels.

SEYCHELLES

La principale difficulté rencontrée est le manque de certaines ressources pour assurer la conformité des textes aux normes Codex.

ZAMBIE

Il est difficile de satisfaire à certains critères, en particulier pour les PME.

iv) Pertinence des normes du Codex et des textes apparentés comme base d'harmonisation des législations et des réglementations, notamment dans la perspective d'une intégration économique

MALI

Les normes et textes apparentés du Codex sont les références de l'UEMOA dans le domaine alimentaire. Ils contribuent à l'harmonisation des législations et réglementations nationales, régionales et internationales, contribuant ainsi à une meilleure protection de la santé du consommateur et à l'amélioration du commerce international des denrées alimentaires.

MAURITANIE

Aujourd'hui, ils sont le seul recours concernant les denrées alimentaires.

SEYCHELLES

L'adoption et l'utilisation des normes Codex comme base de la législation faciliteront le commerce dans la région et renforceront la protection des consommateurs.

ZAMBIE

Les normes du Codex sont importantes pour l'intégration économique, elles servent de base pour les programmes d'harmonisation des normes aux niveaux national et régional.

v) Autres problèmes sanitaires ou commerciaux touchant à la normalisation aux niveaux national ou régional

MALI

- Multiplicité et divergence des normes nationales des pays membres du Codex Alimentarius;
- Contraintes liées à la certification et au renouvellement des normes privées;
- Envoi en destination des pays en développement des denrées alimentaires dont la qualité sanitaire ne répond pas aux exigences de pays producteurs.

SEYCHELLES

Normes alimentaires privées – les critères sont plus stricts que ceux spécifiés dans les normes du Codex.

vii) Le cas échéant, quels moyens ont été trouvés pour renforcer l'utilisation des normes du Codex et des textes apparentés aux niveaux national, régional et/ou international?

MAURITANIE

On attend l'expérience des autres pour s'inspirer.

SEYCHELLES

Les organismes s'intéressant à la sécurité sanitaire des aliments renforcent leur capacité pour l'analyse des aliments afin de s'assurer de leur conformité aux normes Codex.

ZAMBIE

Un programme intitulé « Une meilleure formation pour des aliments plus sûrs », mené sous l'égide de DG SANCO, a aidé les PME à prendre davantage conscience de la nécessité de se conformer aux normes Codex.